

---

OLIVIER RICHOMME

## IT'S THE IDENTITY, STUPID

**L**e stratège démocrate James Carville est devenu célèbre lors de la campagne de Bill Clinton en 1992 pour avoir résumé un des enjeux de l'élection en un slogan percutant : « *The economy, stupid.* » Cette expression, qui fait désormais partie de la culture populaire américaine, aurait pu, et en toute logique aurait dû, s'appliquer à la présidence Trump. En effet, Donald Trump s'est construit une image d'homme d'affaires, supposément milliardaire, pendant treize ans dans une émission de télé-réalité. « *The Apprentice* » était avant tout une ode à Trump, *the self-made-man*. Il était donc naturel que, lorsqu'il se lança en politique, il décidât de jouer sur cette image d'homme providentiel venu du secteur privé qui allait diriger le pays comme on dirige une grande entreprise. Les recettes managériales et financières de Wall Street allaient enfin être appliquées à Washington. Toutefois, les talents de Trump, comme le prouve son émission de télévision, sont plus à chercher du côté de la communication. Sa biographie démontre que Trump est avant tout un héritier qui a connu un très grand nombre de revers financiers mais qui a réussi à se réinventer en jouant sur son image et son nom, dont il a fait une marque. Ainsi, ses talents entrepreneuriaux ne sont ni ce qui a fait son succès électoral, ni ce qui permet de définir sa présidence.

Donald Trump n'est finalement pas le « président-homme d'affaires ». Il est presque impossible d'analyser les décisions prises par le président Trump sous un angle autre que celui des questions identitaires tant son mandat en est innervé. D'aucuns avaient imaginé que, une fois Trump élu, sa rhétorique de campagne empreinte de xénophobie, d'islamophobie et de sexisme laisserait place à une gouvernance plus traditionnelle qui se recentrerait sur les questions économiques. Mais il n'en fut rien. Ce que l'histoire retiendra, au-delà des affaires judiciaires et de l'ingérence russe, c'est que l'essence du trumpisme est avant tout identitaire.

## L'ACCÈS AU POUVOIR DES IDÉOLOGUES

Un consensus chez les intellectuels et universitaires qui essaient de donner un sens à la présidence Trump semble se former. Pratiquement toutes les études qui tentent d'analyser les sources du succès électoral de Donald Trump ou de définir la teneur de sa mandature font référence aux mêmes thèmes clés : la misogynie, la xénophobie et l'exacerbation des tensions ethno-raciales, l'amalgamation de l'islam et du terrorisme, l'association systématique de l'immigration et de la criminalité<sup>1</sup>. Trois ans après son élection, il semble que la plupart de ses décisions ou déclarations puissent être interprétées à travers le prisme des tensions identitaires. Cela n'est pas tout à fait surprenant car ses premiers pas en politique, lors de la campagne pour la primaire républicaine en 2011, furent marqués par un seul élément : la « vérité alternative » (*fake news*) selon laquelle Barack Obama n'était pas né aux États-Unis. Loin des considérations économiques, Donald Trump appuya son embryon de campagne sur ce « *birther movement* ». Il interrompit cependant vite sa campagne de 2011 et les commentateurs présentèrent son entrée en politique comme un simple coup publicitaire.

Quatre ans plus tard, le coup fut beaucoup plus retentissant. Devant un Parti républicain en crise, Trump resta en lice en engageant une surenchère rhétorique toujours plus marquée à droite et compensa son manque de fond par des déclarations tonitruantes qui lui octroyèrent une présence médiatique démesurée à moindre coût. Il entama sa campagne en 2015 en déclarant que de nombreux immigrants mexicains qui arrivaient sur le sol américain étaient « des violeurs » apportant « le crime et le trafic de drogue ». Le décor était planté. En juin, il reçut le soutien explicite du site néonazi The Daily Stormer. La candidature de Donald Trump avait clairement électrisé la blogosphère identitaire. David Duke, ancien dirigeant du Ku Klux Klan et ancien élu de Louisiane devenu présentateur radio aux penchants antisémites, donna lui aussi son soutien au candidat. Ce n'est que poussé par la presse que Trump désavoua du bout des lèvres ces partisans-là tout en continuant de partager des tweets racistes, antisémites ou xénophobes, parfois accompagnés de statistiques mensongères sur le taux de criminalité aux États-Unis.

Contre toute attente, on vit Donald Trump gagner l'investiture du Parti républicain sous les chants de ses plus fervents supporters : « *Lock her up!* »

---

1. John Sides, Michael Tesler et Lynn Vavreck, *Identity Crisis: The 2016 Presidential Campaign and the Battle for the Meaning of America*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 2018.

– « Enfermez-la ! » (en faisant référence à Hillary Clinton) – et « *Build the wall!* » – « Construisez le mur ! » (s'agissant du projet de mur à la frontière mexicaine). Le premier chant évoque les penchants autocratiques et misogynes du candidat alors que le second donne voix aux pulsions xénophobes et isolationnistes de son électorat. Devant ces images dérangeantes, on se rassura en taxant le candidat de populisme, terme vague devenu la litote médiatique du réflexe identitaire. La victoire d'Hillary Clinton était annoncée comme inévitable. Les déclarations haineuses de Trump renforçaient l'idée que sa candidature ne pouvait être qu'un feu de paille, l'effet de la passion et de la colère d'une frange de l'électorat trop longtemps négligée par l'élite de Washington. Les républicains qui se sont ralliés à lui étaient persuadés que, si par miracle il était élu, ils arriveraient à canaliser ce novice en politique afin de faire passer les mesures phares de leur parti (baisses d'impôts, dérégulations et démantèlement de l'État providence). Le calcul politique du cynique est assez simple. Aucun scandale, aucune attaque ne semblait décourager sa base. S'opposer à Trump pour une question de principe ne servirait qu'à s'attirer les foudres du candidat et de ses supporters. De ce point de vue, le calcul faustien de Mitch McConnell et Paul Ryan (leaders respectifs des majorités républicaines dans les deux chambres du Congrès) fut le bon. Contre toute attente à nouveau, Trump remporta l'élection présidentielle et, forts de leur majorité parlementaire, les républicains ont obtenu des dérégulations dans presque tous les domaines, des baisses d'impôts massives pour les plus riches et la nomination de deux juges conservateurs à la Cour suprême. Cependant, l'essence du trumpisme se trouve ailleurs. À peine élu, le président n'a pas cherché à négocier avec le Congrès, pourtant à majorité républicaine, mais s'est fendu d'une série de décrets très controversés visant les ressortissants de pays musulmans, les demandeurs d'asile et les immigrés en situation irrégulière. Ces mesures étaient souhaitées par deux de ses conseillers, Steve Bannon et Stephen Miller, et non par des dirigeants du Parti républicain.

Lors de la campagne, les vétérans du mouvement conservateur étaient pour la plupart très suspicieux envers Donald Trump. La personnalité du candidat ainsi que ses thèmes de prédilection attirèrent donc deux types d'opportunistes. Premièrement, les idéologues de ce que l'on appelle désormais par le doux euphémisme de « la droite alternative », mais qui sont, dans d'autres parties du monde, désignés comme ceux de l'extrême droite et qui ont vu en Donald Trump un moyen de gagner en légitimité et en notoriété. Steve Bannon par exemple, cofondateur de Breitbart.com, un site internet « nationaliste blanc », fut l'architecte de la stratégie de campagne

du candidat dans l'espoir de faire avancer la cause de sa vision xénophobe, islamophobe et antisémite. Il devint un des conseillers principaux de Trump. Avoir un bureau à la Maison-Blanche et l'oreille du président donnait à Bannon la tribune dont il avait toujours rêvé. Deuxièmement, un certain nombre de vétérans de la politique américaine, des républicains dont la carrière avait mal tourné, ont pensé que s'associer à cette candidature leur permettrait d'accéder ou de revenir au pouvoir<sup>2</sup>. Toutefois, ces notables républicains ont vite disparu de l'administration Trump, qui n'a laissé de place qu'aux idéologues. Les plus fortes personnalités parmi ces derniers ont été limogées, mais leurs protégés ont été placés au cœur de l'exécutif.

102 Membre bien établi du Congrès, le sénateur républicain de l'Alabama Jeff Sessions fut l'un des premiers élus de renom à soutenir la candidature Trump. En février 2017, il fut nommé ministre de la Justice. Sa présence dans l'équipe de Donald Trump fut essentielle car elle lui permit de placer plusieurs de ses anciens collaborateurs, qui lui ont survécu. Stephen Miller, un des conseillers de Trump, était le directeur de la communication du sénateur. Farouche partisan des restrictions migratoires, Miller a été l'un des principaux architectes de la très controversée politique anti-immigration du président Trump. Gene Hamilton, ancien collaborateur de Jeff Sessions, fut conseiller de la campagne de Donald Trump et de l'équipe de transition pour toutes les questions liées à l'immigration. Devenu le second de John Kelly au ministère de la Sécurité intérieure, il y a défendu les interdictions de séjour pour les musulmans (*Muslim ban*) ainsi que la tentative d'abrogation du programme de protection des immigrés clandestins arrivés sur le sol américain lorsqu'ils étaient mineurs (*Deferred Action for Childhood Arrivals*), mis en place par Barack Obama. Il a ensuite retrouvé Jeff Sessions au ministère de la Justice, à un poste lui permettant de participer à la mise en œuvre des politiques anti-immigration qu'il avait élaborées au ministère de la Sécurité intérieure. Rick Dearborn, ancien directeur de cabinet de Jeff Sessions, a pour sa part été directeur exécutif de l'équipe de transition présidentielle de Donald Trump, avant d'être nommé directeur de cabinet adjoint pour la Maison-Blanche chargé des affaires législatives. Rob Luther, un des avocats-conseils du président, était, quant à lui, conseiller de Jeff Sessions à la commission judiciaire du Sénat. Enfin, John Walk, un des avocats-conseils de la

---

2. Par exemple, Chris Christie, l'ancien gouverneur du New Jersey qui fut en charge de l'équipe de transition, ou bien Newt Gingrich, ancien président ultra-conservateur de la Chambre des représentants dans les années 1990, qui fut consultant pour la campagne de Trump et dont l'épouse est désormais ambassadrice au Vatican.

Maison-Blanche, n'est autre que le gendre du sénateur. Donald Trump n'étant pas un politicien de carrière, et ne disposant donc pas d'un réel réseau à Washington, il a dû compter sur des hommes politiques tels que Sessions pour lui fournir le personnel nécessaire à son administration. En outre, les candidatures hautement qualifiées désireuses de travailler pour cette présidence contestée étaient moins nombreuses qu'à l'accoutumée. Certaines embauches ont ainsi été réalisées par défaut. Toutefois, il existe une véritable cohérence dans le recrutement de l'exécutif puisque, à de nombreux postes clés, se trouvent des personnes pouvant être considérées comme des nationalistes blancs et/ou des nativistes.

Julie Kirchner fait également partie de ceux qui ont vu dans la victoire de Trump une occasion de faire valoir leurs positions extrêmes en matière d'immigration. Elle a dirigé de 2007 à 2015 la très conservatrice Federation of American Immigration Reform. En mai 2017, elle est devenue l'ombudsman des Services de la citoyenneté et de l'immigration au sein du ministère de la Sécurité intérieure. John Freere, ancien analyste pour le Center for Immigration Studies, le think tank de la Federation of American Immigration Reform, est de son côté devenu conseiller de Thomas Homan, le directeur par intérim de l'Immigration and Customs Enforcement, l'agence chargée d'interpeller et de déporter les immigrés en situation irrégulière. L'administration Trump a donc permis à une organisation d'extrême droite d'accéder à des postes de responsabilité au sein de l'exécutif. Julie Kirchner s'est rapprochée de l'administration américaine dès l'élection de Trump, quand elle a pris part au groupe de travail mis en place pour étudier la possibilité, en tant que moyen de dissuader l'immigration vers les États-Unis, de séparer les mineurs de leurs parents. Ce groupe de réflexion comprenait non seulement Stephen Miller et Gene Hamilton, mais aussi Dimple Shah, désormais chargée des affaires internationales pour le sous-directeur de la stratégie au sein du ministère de la Sécurité intérieure, ainsi que Kathy Nuebel Kovarik, ancienne assistante parlementaire du sénateur républicain Chuck Grassley, devenue responsable des politiques et de la stratégie des Services de la citoyenneté et de l'immigration.

#### LE *MUSLIM BAN*, LE MUR ET LA POLITIQUE DE « TOLÉRANCE ZÉRO »

Une des nombreuses promesses électorales de Donald Trump était de mettre un frein « complet et total » à l'arrivée de musulmans sur le sol américain. Il avait affirmé au cours de sa campagne que des terroristes

utilisaient le programme d'accueil des réfugiés pour entrer dans le pays. À peine en fonction, en janvier 2017, il a tenu sa promesse de campagne en signant un de ces premiers décrets présidentiels, l'*Executive Order 13769*, pour interdire aux ressortissants de sept États à majorité musulmane l'entrée sur le territoire américain. Cette action unilatérale, sans concertation avec les élus républicains du Congrès, établit très rapidement la vision que l'administration Trump avait de la gouvernance du pays. La précipitation, l'amateurisme de la mise en œuvre d'une telle mesure créèrent une panique généralisée dans tous les aéroports des États-Unis. La mesure souleva l'indignation d'une grande partie de la nation et mena à l'organisation de nombreuses manifestations. Mais surtout, les déclarations hasardeuses du président – notamment sur Twitter –, qui insistait sur le fait que cette interdiction visait directement les musulmans (*Muslim ban*), renforçaient l'idée que cette mesure discriminatoire était inconstitutionnelle. Afin de contourner la difficulté juridique que pose l'interdiction à un groupe religieux de se rendre sur le sol américain, l'administration Trump prétendit que cette mesure n'était motivée que par des considérations sécuritaires et s'inscrivait dans la politique de lutte contre le terrorisme. Cependant, des tribunaux fédéraux bloquèrent, à trois reprises, les différentes versions du décret. Le 26 juin 2018, la Cour suprême fut amenée à se prononcer sur la constitutionnalité de la troisième version. Elle infirma l'opinion de la juridiction inférieure et confirma cette version du décret par un vote de cinq voix contre quatre, suivant un partage désormais bien familier entre juges conservateurs et juges progressistes. Cette troisième version du décret du président Trump limitait l'accès des États-Unis à huit pays. La Corée du Nord et le Venezuela furent ajoutés et le Soudan enlevé afin de donner une illusion de neutralité. Mais, dans la rhétorique présidentielle, l'amalgame entre terrorisme et islam fut évidemment maintenu.

Le 25 janvier 2017, Donald Trump signait un autre décret présidentiel lié à l'immigration, lui aussi censé garantir la sécurité du peuple américain. Le décret 13768 visait à couper les subventions fédérales des « villes sanctuaires ». Ces villes sont celles qui refusent de prêter main-forte à l'État fédéral en matière d'immigration. En effet, l'Immigration and Customs Enforcement n'a pas les moyens d'intervenir dans tout le pays et demande aux juridictions locales de participer à la dénonciation ou l'arrestation des immigrés en situation irrégulière. Or les hôpitaux, les écoles mais aussi la police n'ont aucune obligation légale en la matière.

De nombreuses juridictions contrôlées pas les démocrates ont refusé de prendre part à une tâche qui est, à leurs yeux, du ressort de l'État fédéral. La ville de San Francisco, rejointe par un certain nombre d'autres villes et comtés, a immédiatement poursuivi en justice l'administration Trump. Le décret a été déclaré inconstitutionnel par un juge fédéral, qui a aussitôt empêché sa mise en œuvre. Mais cet épisode a participé à l'aggravation des tensions entre les États et Washington, en particulier dans le domaine de la lutte contre l'immigration. L'administration Trump se sert de cette défaite devant les tribunaux pour justifier l'augmentation des raids de l'Immigration and Customs Enforcement dans les juridictions récalcitrantes. Le président alla jusqu'à utiliser la menace de tels raids comme moyen de pression sur certains États afin d'obtenir des concessions, ainsi qu'il le fit avec les tarifs douaniers vis-à-vis du Mexique et du Guatemala. Ce chantage à la déportation n'a fait que détériorer les relations entre Washington et les États contrôlés par les démocrates. Trump envisagea même de relâcher les immigrés interpellés directement dans les « villes sanctuaires », renforçant encore un peu plus l'instrumentalisation de la peur de l'immigration à des fins politiques.

Enfin, le 9 février 2017, lorsque Jeff Sessions prit ses fonctions en tant que ministre de la Justice, Donald Trump signa les décrets 13773, 13774 et 13776. Ces trois mesures reflètent la stratégie de l'administration qui consiste à se concentrer sur l'immigration clandestine et les crimes perpétrés par des étrangers en situation irrégulière afin d'assimiler l'immigration clandestine aux gangs, aux cartels et au trafic de drogue. La même rhétorique a été utilisée pour justifier l'augmentation des raids de l'Immigration and Customs Enforcement. La volonté de l'administration Trump est clairement de donner l'impression qu'il existe un lien entre l'immigration, le crime international organisé et le terrorisme.

Au cours de sa campagne, Donald Trump promit également la construction d'un « grand et beau » mur entre les États-Unis et le Mexique. Une partie importante de ce mur a pourtant déjà été construite sous la présidence de George W. Bush, utilisant la peur suscitée par les attentats du 11 septembre 2001 pour « protéger » les États-Unis des menaces étrangères. Trump se soucie peu du fait que la majorité des immigrés en situation irrégulière soient entrés légalement dans le pays. Le but n'est évidemment pas de résoudre un problème complexe mais d'attiser le ressentiment envers la communauté latina. Mener à terme la construction du mur est techniquement difficile, très onéreux, et de surcroît inutile car le désert est une barrière naturelle si dangereuse que peu d'immigrés

osent désormais tenter de la traverser. Mais le président se devait de montrer qu'il allait tenir sa promesse de campagne. Le 25 janvier 2017, il a également signé le décret 13767 prévoyant la construction d'un mur le long de la frontière sud des États-Unis, mais il ne put obtenir son financement, malgré un Congrès à majorité républicaine. Néanmoins, en janvier 2019, après avoir perdu la Chambre des représentants l'année précédente, il tenta inexplicablement d'obtenir des démocrates qu'ils lui accordent ce financement. Sans surprise, ces derniers refusèrent – ils n'avaient aucune incitation politique à le faire, bien au contraire. Par conséquent, Donald Trump provoqua la plus longue fermeture de l'administration fédérale (*shutdown*) de l'histoire des États-Unis.

106 Une telle décision politiquement coûteuse n'a de sens que si le président est convaincu que sa rhétorique nativiste est primordiale pour sa base. La majorité démocrate, élue en partie sur la promesse de résister à Trump, a tenu bon. Pour faire face à ce blocage, le président décida une nouvelle fois d'agir unilatéralement en invoquant le pouvoir de l'exécutif en matière d'état d'urgence. Trump annonça que, pour affronter une crise sans précédent à la frontière, autorité lui était donnée d'utiliser des fonds alloués au ministère de la Défense (plusieurs milliards de dollars) en vue de construire le mur. Cette manœuvre va à l'encontre des prérogatives du Congrès américain. Le contrôle de l'allocation des fonds représente en effet un des principaux freins face au pouvoir exécutif. Pour sortir de cette confrontation, c'est de nouveau le pouvoir judiciaire qui sera amené à trancher. Trump refuse d'abandonner l'idée d'un mur parce que celui-ci est devenu le symbole de sa présidence et qu'il lui est désormais politiquement compliqué de mettre un terme à ce projet. Le mur, c'est la fin de l'immigration non blanche et l'isolationnisme poussé à son paroxysme. Le dernier rempart contre ce que Fox News qualifie d'invasion.

Mais ce mur n'est qu'un moyen parmi d'autres de tenir les immigrants à distance. L'application des lois existantes est un autre outil dont dispose l'exécutif. Très tôt, l'administration Trump étudia ainsi la possibilité de séparer les enfants de migrants de leurs parents afin de décourager l'immigration clandestine mais aussi les demandes d'asile, en plaçant les parents devant un choix cornélien : poursuivre la procédure d'immigration séparés de leurs enfants, ou bien être renvoyés chez eux avec leurs enfants. Dès le mois de mars 2017, le ministère de la Sécurité intérieure examina une proposition visant à séparer les parents de leurs enfants s'ils étaient arrêtés lors d'une tentative pour franchir la frontière. De juillet à octobre, l'administration Trump mit en œuvre un programme pilote pour sa politique de « tolérance zéro ». À El Paso, au Texas, les familles

ont été séparées, y compris celles qui demandaient l'asile. Les enfants ont été envoyés dans des centres d'accueil, décrits plus tard par certains élus comme des camps de concentration. En avril 2018, le ministre de la Justice, Jeff Sessions, ordonna aux procureurs fédéraux d'adopter immédiatement « une politique de "tolérance zéro" pour toutes les infractions ». Entrer illégalement sur le sol américain constituait désormais un délit. Auparavant, les condamnations pénales étaient réservées aux personnes qui revenaient illégalement aux États-Unis après en avoir été expulsées. Le scandale qui s'ensuivit découla de ce que la séparation des familles fut réalisée sans prévoir qu'un véritable processus de réunification ultérieure soit prévu. L'administration ne parvint donc pas à retrouver les enfants, parfois placés en familles d'accueil, dans un délai raisonnable. Les témoignages de mères déclarant qu'on leur avait arraché leur bébé des bras et que l'administration américaine était incapable de les retrouver écornèrent encore un peu plus l'image de l'équipe de Donald Trump. Il faut ajouter à cela les reportages décrivant les conditions de détention de ces mineurs dans des cellules surpeuplées, semblables à des cages. La séparation des familles de migrants et les terribles conditions de détention des enfants conduisirent à la démission en série de hauts responsables de l'administration Trump, parmi lesquels la ministre de la Sécurité intérieure, Kirstjen Nielsen, en avril 2019.

Le départ de cette ministre fut également lié en partie à la manière dont elle géra l'enquête sur l'ingérence russe lors de la campagne présidentielle de 2016, mais sa démission doit surtout être replacée dans le contexte plus large d'un grand remaniement de l'exécutif. Randolph Alles, à la tête des services secrets, mais aussi John Mitnick, haut conseiller au sein du ministère de la Sécurité intérieure, ainsi que Lee Francis Cissna, directeur des Services de la citoyenneté et de l'immigration, furent limogés. Enfin, en juillet 2019, John Sanders, le commissaire aux douanes et à la protection des frontières, dut démissionner après un autre scandale, concernant cette fois le traitement des mineurs étrangers placés en détention dans des installations qui n'ont pas été conçues à ces fins. Pourtant, face à ce que certains journalistes qualifient de violation des droits de l'homme, l'administration Trump décida d'opter pour plus de fermeté : les ministres et fonctionnaires qui se sont montrés incapables d'enrayer l'arrivée des migrants furent licenciés pour faire place à des fidèles ou des idéologues. Lee Francis Cissna a ainsi été remplacé par intérim par Ken Cuccinelli, un homophobe notoire qui, alors ministre de la Justice de l'État de Virginie, avait traîné au tribunal un scientifique spécialiste du changement climatique car ses vues sur ce sujet allaient à l'encontre des siennes. En outre,

Ken Cuccinelli aimerait revenir sur le droit du sol, pourtant inscrit dans le quatorzième amendement à la Constitution.

#### LA STRATÉGIE IDENTITAIRE

108 En ne recrutant plus que des idéologues au sein de l'exécutif, Donald Trump espère obtenir par la voie administrative ce qu'il n'arrive pas à obtenir par la voie législative. Il semble en effet persuadé que la peur de l'étranger, des non-Blancs, du crime et du terrorisme est son meilleur atout électoral. Cette stratégie fut clairement visible lors des élections de mi-mandat. Alors que certains indicateurs économiques étaient au vert (un Dow Jones au plus haut, un chômage au plus bas, une croissance du produit intérieur brut à 3 %), le président businessman concentra néanmoins sa campagne sur le thème de l'immigration. Un convoi de migrants traversant l'Amérique centrale en direction de la frontière mexicaine lui fournit les images chocs qui allaient tourner en boucle sur la chaîne d'information en continu Fox News. Pendant plusieurs semaines, Trump focalisa l'attention des médias et du peuple américains sur les quelques milliers de migrants qui s'acheminaient à pied vers les États-Unis. Ce convoi hypermédiatisé en pleine campagne électorale arrivait à point nommé pour renforcer le message nativiste du président.

Comme si la peur de l'immigration latina n'était pas suffisante pour mobiliser son électorat, l'équipe de Donald Trump y adjoignit la crainte de l'islam et du terrorisme. Sans l'ombre d'une preuve et en se contentant de faire écho à Fox News, Trump se fendit d'un tweet en octobre 2018 pour annoncer que des « criminels » et des « inconnus du Moyen-Orient » étaient présents dans le convoi de migrants en provenance du Honduras. Le porte-parole de la Sécurité intérieure, Tyler Houlton, tweeta à son tour que le ministère pourrait « confirmer que des membres du convoi appartiennent à un gang ou ont des antécédents criminels significatifs ». Le vice-président, Mike Pence, alla même jusqu'à déclarer : « Il est inconcevable qu'il n'y ait pas d'individus d'origine moyen-orientale dans une foule de plus de sept mille personnes. » Avant d'ajouter : « Au cours du dernier exercice fiscal, nous avons appréhendé, chaque jour, plus de dix terroristes ou terroristes présumés à notre frontière méridionale, identifiés comme provenant de pays "autres que le Mexique". Ce qui veut dire du Moyen-Orient. »

Comme de nombreux républicains l'ont fait après les attentats du 11-Septembre, le terrorisme du Moyen-Orient est ici grossièrement

amalgamé à l'immigration latino-américaine afin de présenter la frontière avec le Mexique comme une zone de danger majeur pour la sécurité nationale. Cette situation de crise permit de surcroît au président de se présenter comme le protecteur de la nation : il déploya l'armée sur place, comme pour confirmer l'imminence de la menace et renforcer un peu plus la militarisation de la zone. Ce fut pourtant une tâche humanitaire et non militaire qui attendait les forces armées. Mais cette décision permit à Trump de prouver à son électorat sa fermeté devant le péril migratoire. Et par la même occasion, de se porter garant de l'identité américaine menacée par cette arrivée massive de personnes inassimilables et indésirables.

Néanmoins, pour défendre l'idée qu'il se fait de l'identité américaine, Trump devait aussi inventer un ennemi de l'intérieur. Tandis qu'à l'été 2019 eurent lieu les premiers débats pour l'investiture démocrate, Donald Trump décida de « choisir » ses adversaires pour la campagne de 2020. Il s'en prit donc à quatre femmes, non blanches, fraîchement élues à la Chambre des représentants en 2018 : Alexandria Ocasio-Cortez (New York), Ayanna Pressley (Massachusetts), Ilhan Omar (Minnesota) et Rashida Tlaib (Michigan). Dans un tweet devenu tristement célèbre, il les invita à « rentrer dans leur pays », alors que trois des quatre élues sont nées aux États-Unis. Cette énième provocation enflamma les médias et domina le débat public pendant plusieurs semaines. Ces trois élues ont remplacé Barack Obama, l'usurpateur kényan et musulman, dans la rhétorique nativiste de Trump : l'identité américaine de ces femmes est moins légitime que celle des « Américains de souche » – ce qui réifie le mythe du *Wasp*, le Blanc anglo-saxon protestant. Loin de s'excuser de ces déclarations, Trump se défendit d'être raciste tout en insultant le modérateur africain-américain de la chaîne CNN, ainsi qu'un élu africain-américain représentant la ville de Baltimore au Congrès.

Dans la campagne pour la prochaine présidentielle, ces attaques répétées permettent à Donald Trump (consciemment ou inconsciemment) d'imposer les termes du débat. Plus il se présente comme le président de « l'Amérique aux Américains », moins les questions de fond sont évoquées. Lors des élections de mi-mandat, la question de l'assurance maladie fut très porteuse pour les démocrates. Les interminables discussions sur la misogynie ou le racisme du président n'ont fait que renforcer le pouvoir d'attraction de son terrain de prédilection. En ce sens, Donald Trump s'est contenté de reprendre la stratégie qu'avait mise en place Steve Bannon : « Les démocrates, plus ils parlent de questions identitaires, plus je les tiens. Je veux qu'ils parlent du racisme tous les jours. Si la gauche

se concentre sur les questions raciales et identitaires, et qu'on enchaîne avec le nationalisme économique, on peut détruire les démocrates<sup>3</sup>. »

Bien que Bannon ait été limogé, le spectre du nationalisme blanc plane toujours sur la Maison-Blanche. Trump a choisi sa stratégie électorale pour 2020 et elle sera avant tout identitaire. En juillet 2019, lors d'un meeting géant en Caroline du Nord, il évoqua Ilhan Omar et excita la foule jusqu'à ce qu'elle clame à l'unisson un nouveau slogan : « *Send her back! Send her back!* » Face à ces cris exigeant que la nouvelle représentante soit expulsée du pays, le président des États-Unis ne dit pas un mot pendant treize longues secondes. Dans les jours qui suivirent, ce fut, à une ou deux exceptions près, l'ensemble des élus du Parti républicain qui resta silencieux.

---

3. Cité par Robert Kuttner, « Steve Bannon, Unrepentant », Prospect.org, 16 août 2017.

---

#### R É S U M É

---

*Après l'élection de Donald Trump, d'aucuns imaginaient que sa rhétorique de campagne xénophobe, islamophobe et sexiste laisserait place à un mode de gouvernement traditionnel axé sur les enjeux économiques. Mais il n'est finalement pas un « président-homme d'affaires ». Pour comprendre la présidence Trump, il faut l'analyser sous le prisme de la politique identitaire.*